



**PRÉFET  
DU VAR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer du Var**

Service mer et littoral  
Bureau littoral Est  
Référence : n°2022-286

Toulon, le 20 NOV. 2022

**Commune de Grimaud  
Concession de la plage naturelle de Guerrevieille 1**

**Rapport de présentation**

Par délibération en date du 9 novembre 2021, le conseil municipal de la commune de Grimaud a autorisé le maire à solliciter les concessions des plages de l'Avant-Port, de Port Grimaud, de Saint-Pons-les-Mûres, du Gros Pin, de l'Anse du Vieux Moulin, de Beauvallon, de Guerrevieille 1, des Cigales et de Guerrevieille 2.

Il est à préciser que les plages précitées sont actuellement réparties au sein de cinq concessions de plage accordées à la commune de Grimaud. Ce fractionnement en neuf entités distinctes permettra de prendre en compte l'évolution du littoral grimaudois et de rationaliser l'occupation de l'espace du point de vue domanial.

Après avoir fait l'objet d'ajustements, les projets de concession finalisés ont été instruits conformément aux dispositions du code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP).

Chaque projet faisant l'objet d'un dossier dédié, le présent rapport de présentation ne concerne que la concession de la plage de Guerrevieille 1.

Projet de concession :

La concession de la plage de Guerrevieille 1 correspond à la concession de plage dénommée, jusqu'à présent, Beauvallon-Bartole. Le terme de celle-ci a été repoussé au 31 décembre 2023 afin de pouvoir assurer le service public des bains de mer de façon transitoire, dans l'attente de la mise en place de la nouvelle concession. Ainsi, la concession de la plage de Guerrevieille 1 entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, pour une durée de 10 ans.

Adresse postale : Préfecture – DDTM – SML CS 31 209 - 83070 TOULON CEDEX  
Accueil du public : 244 avenue de l'infanterie de marine à Toulon face aux pompiers  
Téléphone 04 94 46 83 83  
Courriel : [ddtm-sml-ble@var.gouv.fr](mailto:ddtm-sml-ble@var.gouv.fr)  
[www.var.gouv.fr](http://www.var.gouv.fr)

L'emprise totale de la concession est de 3 649 m<sup>2</sup>.

Considérant l'évolution de la topographie du site, la concession a été scindée en deux secteurs distincts :

- le secteur 1, d'une emprise totale de 797 m<sup>2</sup>, comprenant :
  - une surface de plage, dénommée « exploitable » et servant de référence lors du calcul du taux d'occupation du secteur, d'une superficie de 727 m<sup>2</sup> et d'un linéaire de 88 m ;
  - une surface de 70 m<sup>2</sup> composée de rochers, talus...
  
- le secteur 2, d'une emprise totale de 2852 m<sup>2</sup>, comprenant
  - une surface de plage, dénommée « exploitable » et servant de référence lors du calcul du taux d'occupation du secteur, d'une superficie de 2 699 m<sup>2</sup> et d'un linéaire de 108 m ;
  - une surface de 153 m<sup>2</sup> composée de rochers, talus...

Le taux d'occupation de la concession est calculé de façon dissociée entre les deux secteurs de plage.

Chaque secteur sera occupé par un lot de plage dédié à l'activité de location de matelas/parasols, aux activités ludiques (jeux et animations de plage) avec la possibilité d'exercer l'activité de restauration et/ou buvette à titre complémentaire. Ils seront respectivement dénommés lots 10 et 11.

Synthèse de l'occupation figure dans les tableaux ci-dessous :

#### Secteur 1

	Dimensions maximales		Activités autorisées
	Surface (m <sup>2</sup> )	Linéaire (m)	
Lot n°10	46	10	MP/L/R*
Total	46	10	

Superficie occupée (%)	6,33 %	
Linéaire occupé (%)		11,36 %

## Secteur 2

	Dimensions maximales		Activités autorisées
	Surface (m <sup>2</sup> )	Linéaire (m)	
Lot n°11	164	19,8	MP/L/R
Total	164	19,8	

Superficie occupée (%)	6,08 %
Linéaire occupé (%)	18,33 %

\*MP : Location de matelas/parasols

L : Activités ludiques (jeux et animations de plage)

R : Restauration et/ou buvette

Il est à noter que l'ouvrage en enrochements, situé entre les deux secteurs de plage, fera l'objet d'une concession d'utilisation du domaine public maritime en dehors des ports spécifique, distincte de la présente concession de plage.

Le projet ne se situe pas dans un périmètre de protection environnemental (ZNIEFF, Natura 2000, espace remarquable...). Il se trouve, cependant, dans un périmètre de protection au titre des abords de monuments historiques.

### Instruction :

Consulté au titre de l'article R.2124-25 du CGPPP, le préfet maritime a émis un avis favorable le 5 juillet 2022.

L'Unité départementale de l'Architecture et du Patrimoine du Var a émis un avis favorable sur le projet le 22 juillet 2022.

Le projet communal indiquant que la topographie et l'aménagement du site ne permettent pas l'accès des personnes à mobilité réduite au secteur 1, la sous-commission départementale d'accessibilité a été consultée, conformément aux dispositions de l'article R.2124-26 du CGPPP. Cette instance a émis un avis favorable sur le projet le 5 septembre 2022.

Le directeur départemental des finances publiques, consulté au titre de l'article R.2124-26 du CGPPP, a fixé les conditions financières du projet le 13 septembre 2022. Il est à préciser que, l'entrée en vigueur de la concession intervenant au 1<sup>er</sup> janvier 2024, le montant de la redevance sera actualisé sur la base du barème départemental 2024.

Considérant les éléments précités, le service en charge de la gestion du domaine public maritime a, à son tour, émis un avis favorable sur le projet.

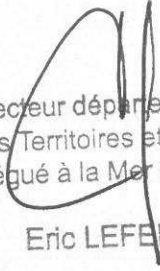
### Conclusion :

La vocation balnéaire du projet de concession est compatible avec la fréquentation de la plage et le niveau de service offert à proximité.

Adresse postale : Préfecture – DDTM – SML CS 31 209 - 83070 TOULON CEDEX  
Accueil du public : 244 avenue de l'infanterie de marine à Toulon face aux pompiers  
Téléphone 04 94 46 83 83  
Courriel : [ddtm-sml-ble@var.gouv.fr](mailto:ddtm-sml-ble@var.gouv.fr)  
[www.var.gouv.fr](http://www.var.gouv.fr)

Le projet de concession a été établi en conformité avec les dispositions du CGPPP relatives aux concessions de plage.

L'ensemble des avis recueillis lors de l'instruction administrative étant favorables et le directeur départemental des finances publiques ayant réglé les conditions financières de cette opération, le projet est soumis à l'enquête publique tel que prévu à l'article R.2124-27 du code précité.



Le directeur départemental adjoint  
des Territoires et de la Mer,  
Délégué à la Mer et au Littoral  
Eric LEFEBVRE